

Les pompiers pyromanes

Manuel Valls vient d'emboîter le pas de nombreux députés soi-disant « réformateurs » du Parti socialiste en se ralliant officiellement à Emmanuel Macron. Il justifie sa démarche en arguant du fait que seule la candidature du leader d'*En marche* permettra de faire barrage au Front national, en rassemblant au-delà des « clivages » traditionnels devenus, selon lui inopérants.

Sans polémiquer sur la démarche de ces élus sans doute soucieux de leur réélection et adoptant ainsi une stratégie chère à Edgar Faure (« Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent ! »), il n'est pas inutile de rappeler ici une évidence : à chaque fois que le Parti socialiste a exercé le pouvoir, le Front national a franchi des étapes capitales dans son ancrage politique.

Crédité d'à peine 0,75% des voix lors de l'élection présidentielle de 1974, le parti frontiste a réellement émergé sous le premier septennat de François Mitterrand, en obtenant d'abord ses premiers élus lors de élections municipales de 1983 puis un groupe parlementaire de 35 députés élus à la promotionnelle en 1986.

Le coup de tonnerre du 21 avril 2002, qui a vu l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au 2nd tour des présidentielles et l'élimination de Lionel Jospin, est intervenu quant à lui après 5 années de « Gauche plurielle ». Marginalisé en 2007, le Front national a de nouveau repris de la vigueur après l'arrivée au pouvoir de François Hollande, remportant haut la main les élections européennes de 2014 et frôlant la victoire dans deux régions lors des régionales de décembre 2015. Au total, le parti frontiste aura bondi de 10 points durant les trois premières années du quinquennat Hollande, passant de 17,9 % des voix aux présidentielles de 2012 à 27,7 % aux régionales de 2015, soit près de 7 millions d'électeurs.

Le constat est donc sans appel. Le Front national prospère surtout quand le PS est au pouvoir. Si on a pu accuser François Mitterrand d'avoir joué à l'apprenti sorcier avec le parti frontiste pour affaiblir la droite, c'est bel et bien la politique menée par François Hollande et son gouvernement depuis 5 ans qui est aujourd'hui responsable de la montée du FN. La division constante des Français, l'incapacité de l'ex-premier secrétaire du Parti socialiste à revêtir l'habit présidentiel, l'amateurisme des équipes au pouvoir, l'incohérence des politiques auront eu raison de la patience de beaucoup de nos compatriotes. Manuel Valls et les députés dits « réformateurs » ont naturellement participé à cette politique du pire, en votant les lois, en validant les budgets, en cautionnant les postures qui ont conduit la France dans cette impasse. En changeant de crèmerie, ils voudraient se racheter une virginité. Les électeurs ne se laisseront pas duper par cette supercherie.

Il serait donc bon que l'ancien premier ministre et ses amis députés fassent un peu leur examen de conscience avant de se mettre « En marche ». Il y a là une certaine indécence, digne d'un pompier pyromane ou d'un Tartuffe malhonnête, à nier la part de responsabilité qui est la leur pour sauver un fauteuil à l'Assemblée nationale.